

## Evolutions monétaires à La Réunion au 31 mars 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Les principaux indicateurs conjoncturels témoignent d'une nouvelle amélioration de l'économie mondiale au cours du premier trimestre 2013, malgré la persistance de nombreux signes de fragilité. Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,25 % en 2013, après 3,2 % en 2012. L'activité des pays émergents continuerait de s'accroître, tandis que les pays avancés connaîtraient des rythmes d'évolution divergents. Aux Etats-Unis la croissance atteindrait 1,9 %, soutenue par une demande privée vigoureuse, alors que dans la zone euro l'activité se contracterait de 0,3 %.

D'après les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro s'est replié de 0,2 % au cours du premier trimestre 2013, pénalisé par la consommation des ménages et l'investissement privé. La France a connu une baisse similaire, alors que le PIB allemand a légèrement progressé sur 3 mois (+ 0,1 %).

Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé lors de sa réunion du 2 mai 2013 d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,5 %, ainsi que celui de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1 %. Le taux de la facilité de dépôt est demeuré inchangé à 0 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que « les risques entourant les perspectives économiques dans la zone euro demeurent orientés à la baisse », soulignant « la possibilité d'une demande intérieure et d'une demande mondiale encore plus faibles que prévu ».

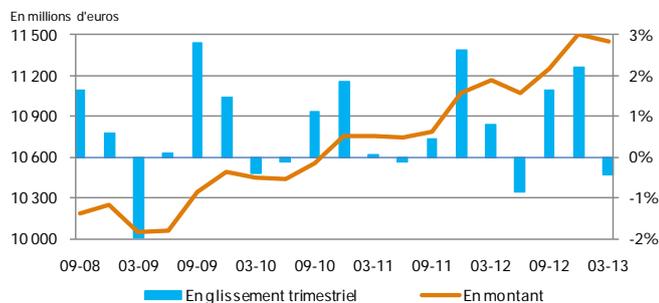
### LÉGÈRE DÉGRADATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DÉBUT 2013

Faisant suite à un quatrième trimestre traditionnellement porteur pour le secteur bancaire, le premier trimestre 2013 enregistre une légère contraction des encours de crédits consentis à l'économie (- 1,0 %) et de la collecte d'épargne (- 0,4 %).

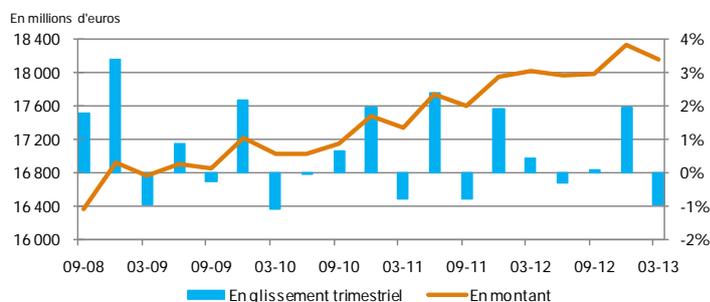
Les crédits à l'économie ont particulièrement souffert de la baisse marquée des concours aux collectivités locales (- 2,4 % sur le trimestre) et, dans une moindre mesure, aux ménages (- 1,1 %).

La collecte d'épargne a été pour sa part impactée par le recul des dépôts à vue, habituel au premier trimestre (- 2,8 % toute clientèle confondue), mais aussi par la forte baisse des placements indexés sur les taux de marché (- 8,0 %).

Evolution des actifs financiers



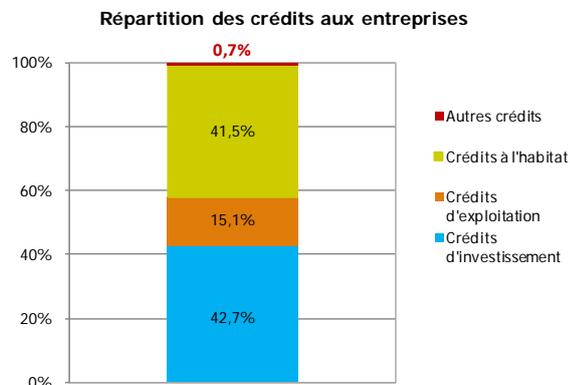
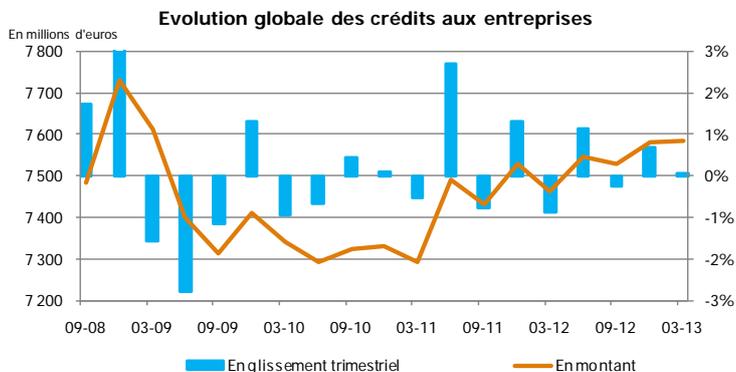
Evolution des concours bancaires



# BAISSE DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

## Stabilisation des crédits aux entreprises

Les financements consentis aux entreprises restent pratiquement stables au premier trimestre 2013 (+ 0,1 %), mais sont globalement mieux orientés depuis mi 2011. Leur encours global atteint 7,6 milliards d'euros, en hausse de 1,6 % sur un an. La progression des crédits à l'habitat (+ 3,4 %, sur le trimestre comme en glissement annuel) permet de compenser la détérioration des crédits d'investissement et d'exploitation.



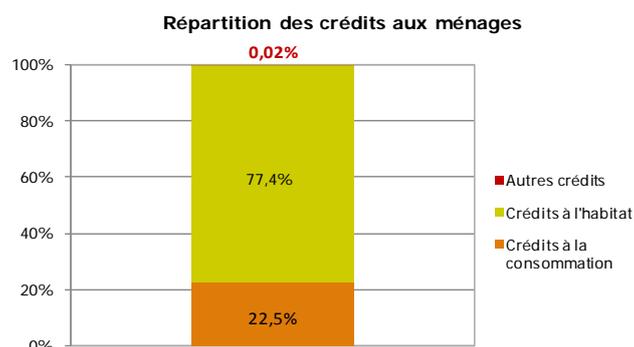
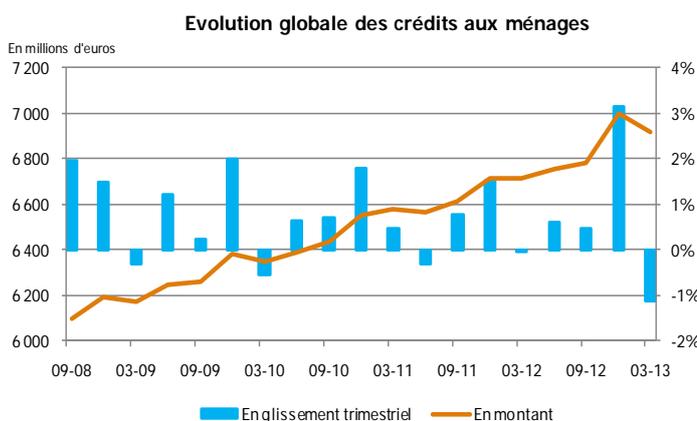
Les crédits d'investissement baissent sensiblement au premier trimestre (- 2,3 %, soit une diminution de 77 millions d'euros qui annule la progression enregistrée au trimestre précédent). Le contexte économique toujours fragile continue de se traduire par un fort attentisme des entrepreneurs en matière d'investissement. Avec un encours de 3,2 milliards d'euros (en baisse de 1,3 % sur un an), les crédits d'investissement sont à leur plus bas niveau depuis décembre 2007.

Les crédits d'exploitation enregistrent une baisse de moindre ampleur (- 1,0 %), notamment liée à la contraction de l'encours des créances commerciales (- 21,9 % sur le trimestre) et de l'affacturage (- 7,8 %). Sur douze mois, les crédits d'exploitation des entreprises progressent néanmoins toujours de 5,3 %.

## Recul des crédits aux ménages

Le recul au premier trimestre des concours consentis aux ménages (- 1,1 %) fait suite à la très forte hausse du quatrième trimestre 2012 (+ 3,2 %, soit 214 millions d'euros supplémentaires). Les différentes catégories de crédits aux ménages sont, à des degrés divers, à l'origine de ce recul.

Le financement de la consommation des ménages diminue à nouveau (- 1,9 %, soit - 30 millions d'euros), alors qu'il avait légèrement progressé fin 2012. Les crédits à la consommation restent à un niveau historiquement bas, qui s'explique pour partie par la faiblesse des achats de véhicules automobiles neufs et de biens d'équipement dans un contexte économique toujours morose, mais aussi par le durcissement de la réglementation qui encadre ce type de financements.



Les financements à l'habitat des ménages reculent également au premier trimestre 2013 (- 0,9 %, soit - 49 millions d'euros), après une forte accélération au trimestre précédent (+ 3,9%). Cette baisse s'explique essentiellement par une forte contraction de l'encours des crédits immobiliers titrisés (- 19,2 %).

Sur les douze derniers mois, les crédits aux ménages progressent toujours à un rythme globalement élevé (+ 3,1 %, à 6,9 milliards d'euros), soutenus par les crédits à l'habitat (+ 4,3 %), alors que les crédits à la consommation continuent à reculer (- 0,8 %).

## Baisse des crédits aux collectivités locales

L'encours des crédits consentis aux collectivités locales baisse de 50 millions d'euros au premier trimestre (- 2,4 %), là encore après avoir enregistré une forte progression fin 2012 (+ 5,7 % au quatrième trimestre). Cette baisse provient de la diminution des encours des crédits d'investissement (- 2,5 % sur le trimestre), qui s'explique pour partie par la gestion active de leur dette par les principales collectivités locales. Elles procèdent en effet régulièrement à des remboursements temporaires, en fonction de leurs rentrées fiscales.

L'encours des financements consentis aux collectivités locales atteint globalement 2 milliards d'euros, destinés essentiellement à l'investissement. Il s'inscrit en recul de 5,4 % sur les douze derniers mois.

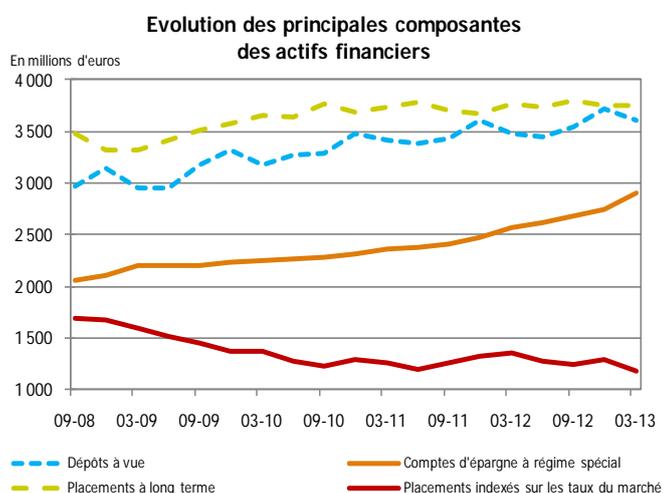
## Diminution progressive de la sinistralité

Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit continuent à se contracter au premier trimestre. Elles baissent ainsi de 3,5 % (soit 41 millions d'euros résorbés, après 10 millions d'euros au quatrième trimestre 2012). Cette amélioration de la sinistralité à partir du second semestre 2012 permet une légère diminution du poids des créances douteuses dans l'encours total : à 6,2 %, le taux de créance douteuse perd 0,2 point sur le trimestre, et 0,4 point sur un an. Parallèlement, les provisions sur créances douteuses progressent légèrement (+ 0,4 %). Nettes de ces provisions, les créances douteuses ont baissé de 8,5 % au cours du premier trimestre, cette baisse concernant les entreprises (- 8,3 %) comme les ménages (- 15,6 %).

## LÉGÈRE CONTRACTION DES ACTIFS FINANCIERS

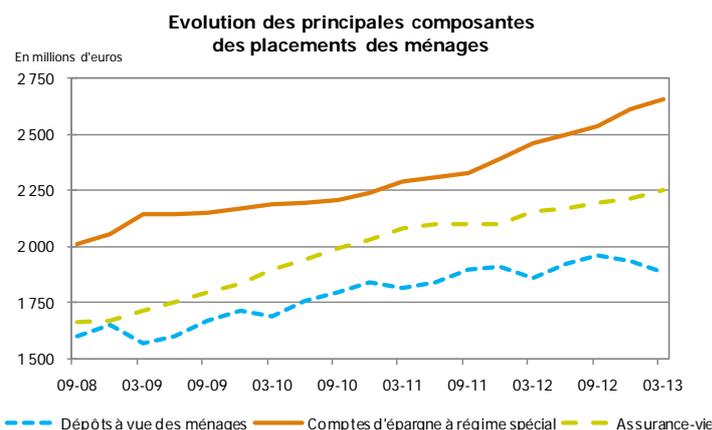
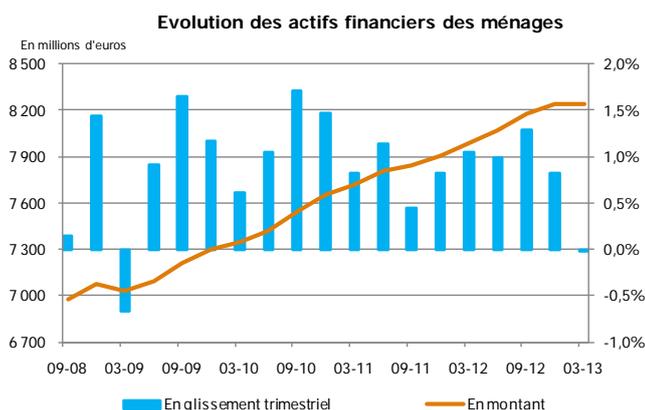
Alors qu'elle avait accéléré au cours du second semestre 2012 (+ 2,2 % au quatrième trimestre, après + 1,7 % au trimestre précédent), la collecte nette d'actifs financiers auprès des agents économiques réunionnais marque le pas au premier trimestre (- 0,4 %, soit - 48 millions d'euros). L'encours total des dépôts s'établit à 11,5 milliards d'euros, en progression de 2,6 % en glissement annuel.

Les dépôts à vue baissent de 103 millions d'euros au cours du premier trimestre (soit - 2,8 %), mais restent à un niveau élevé car ils avaient sensiblement progressé au dernier trimestre 2012 (+ 180 millions d'euros). Les placements liquides progressent en revanche légèrement (+ 1,2 %, soit + 49 millions d'euros de collecte nette) et l'épargne à long terme se stabilise (+ 0,2 %), après avoir diminué de 47 millions d'euros au trimestre précédent suite à un retrait important de placements d'un organisme paritaire local.



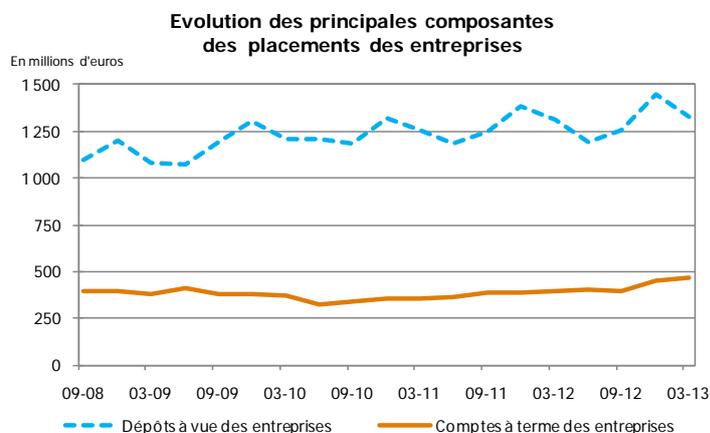
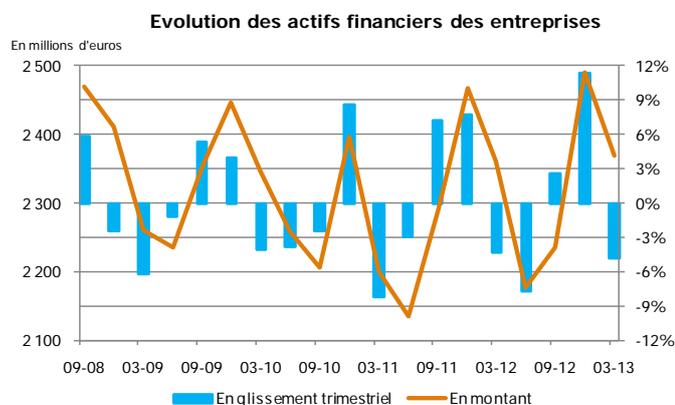
## Stabilité des placements des ménages

Les placements des ménages restent pratiquement inchangés (- 1 million d'euros sur le trimestre). Les hausses des placements réglementés sur livrets (+ 1,6 %, soit 43 millions d'euros de collecte nette) et de l'épargne longue (+ 0,8 %, soit 28 millions d'euros supplémentaires) permettent juste de compenser les baisses des dépôts à vue (- 2,7 %, soit - 52 millions d'euros) et des placements indexés sur les taux de marché (- 9,7 %, soit - 20 millions d'euros). Comme au trimestre précédent, les plus fortes progressions sont concentrées sur les supports concernés par le nouveau relèvement des plafonds réglementaires intervenu en fin d'année : les livrets de développement durable (+ 22 millions d'euros, soit + 6,7 %) et les livrets A (+ 43 millions d'euros, soit + 4,2 %). Sur douze mois, les placements des ménages s'inscrivent en hausse de 250 millions d'euros, soit + 3,1 %.



## Recul des placements des entreprises

Comme traditionnellement, **les actifs financiers détenus par les sociétés non financières** s'inscrivent en baisse au premier trimestre (- 121 millions d'euros, soit - 4,8 %), après un quatrième trimestre 2012 en forte hausse (+ 259 millions d'euros, soit + 11,6 %). Les dépôts à vue baissent significativement (- 8,5 %, soit - 122 millions d'euros), mais constituent toujours la composante principale des placements des entreprises (55,9 % du total de leurs actifs financiers en mars 2013) devant les placements liquides (39,6 %). Ces derniers évoluent peu, le recul significatif des placements indexés sur les taux de marché (- 9,0 %, soit - 82 millions d'euros) ayant été intégralement compensé par la hausse de l'épargne à régime réglementé.



## Progression rapide des placements des autres agents

**Les placements des autres agents** (sociétés d'assurance et fonds de pension, administrations centrales et de sécurité sociale, associations ...) progressent de 9,7 % au premier trimestre, sous l'impulsion des dépôts à vue (+ 21,7 %) et, dans une moindre mesure, des placements liquides ou à court terme (+ 6,4 %). Leur épargne à long terme continue en revanche à se contracter (- 10,4 %, après - 35,1 % au trimestre précédent, suite à un retrait important d'actifs détenus par un organisme local sous forme d'OPCVM non monétaires).

### MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

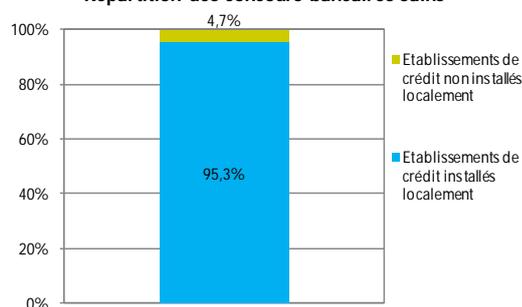
# TABLEAUX STATISTIQUES

## Les crédits à l'économie

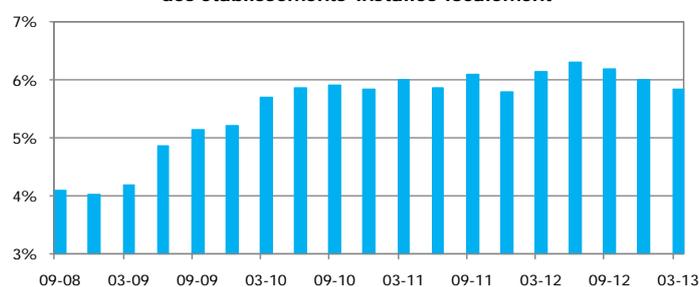
	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	1 268,0	1 108,4	995,3	1 088,9	1 166,3	1 161,4	1 157,6	1 146,5	-1,0%	5,3%
<i>Créances commerciales</i>	113,1	101,9	85,8	87,1	85,6	83,7	96,8	75,6	-21,9%	-13,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	718,0	568,6	525,9	625,2	640,9	671,1	687,5	684,9	-0,4%	9,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	113,9	108,2	110,7	116,0	104,0	104,7	102,0	99,9	-2,0%	-13,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	280,0	270,3	250,5	256,9	316,5	287,0	241,4	264,3	9,5%	2,9%
<i>Affacturage</i>	156,8	167,7	133,2	119,7	123,4	119,7	131,9	121,7	-7,8%	1,7%
Crédits d'investissement	3 510,4	3 333,1	3 269,4	3 284,5	3 259,7	3 241,5	3 318,1	3 241,3	-2,3%	-1,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	3 035,3	2 880,4	2 817,5	2 811,1	2 796,1	2 774,3	2 840,6	2 772,5	-2,4%	-1,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	244,2	223,8	231,1	301,2	256,9	251,0	248,1	241,6	-2,6%	-19,8%
<i>Crédit-bail</i>	475,1	452,8	451,9	473,4	463,6	467,2	477,5	468,8	-1,8%	-1,0%
Crédits à l'habitat	2 757,5	2 823,0	2 975,9	3 041,9	3 068,8	3 077,9	3 041,9	3 144,0	3,4%	3,4%
Autres crédits	74,8	76,5	52,9	46,8	53,0	47,0	62,1	52,6	-15,4%	12,4%
<b>Encours sain</b>	<b>7 610,7</b>	<b>7 341,1</b>	<b>7 293,5</b>	<b>7 462,0</b>	<b>7 547,9</b>	<b>7 527,8</b>	<b>7 579,7</b>	<b>7 584,4</b>	<b>0,1%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 706,4	1 650,9	1 626,0	1 572,4	1 583,6	1 580,3	1 590,1	1 559,7	-1,9%	-0,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 581,7	1 540,3	1 509,3	1 463,9	1 477,7	1 474,7	1 483,8	1 451,1	-2,2%	-0,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	44,4	37,6	49,2	51,6	49,3	50,3	50,5	53,8	6,5%	4,2%
<i>Crédit-bail</i>	80,3	73,0	67,4	56,9	56,7	55,3	55,8	54,8	-1,9%	-3,7%
Crédits à l'habitat	4 462,8	4 696,2	4 945,2	5 139,8	5 168,4	5 203,4	5 407,4	5 358,8	-0,9%	4,3%
Autres crédits	2,2	2,1	11,4	0,9	1,0	1,0	1,3	1,7	31,2%	90,5%
<b>Encours sain</b>	<b>6 171,3</b>	<b>6 349,2</b>	<b>6 582,5</b>	<b>6 713,1</b>	<b>6 753,0</b>	<b>6 784,7</b>	<b>6 998,8</b>	<b>6 920,1</b>	<b>-1,1%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	16,6	21,5	51,2	159,5	23,5	8,5	14,1	15,0	6,2%	-90,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	14,2	21,2	49,3	16,8	22,4	7,1	13,8	14,9	7,8%	-11,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,4	0,3	1,8	142,7	1,1	1,4	0,3	0,1	-58,6%	-99,9%
Crédits d'investissement	1 775,3	1 706,0	1 766,2	1 931,6	1 881,5	1 910,4	2 014,4	1 963,1	-2,5%	1,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 775,3	1 705,3	1 766,2	1 931,6	1 881,5	1 909,5	2 013,6	1 962,2	-2,6%	1,6%
Autres crédits	5,0	6,9	5,2	1,7	1,0	1,0	0,1	0,9	-ns-	-50,7%
<b>Encours sain</b>	<b>1 798,5</b>	<b>1 735,9</b>	<b>1 823,9</b>	<b>2 094,1</b>	<b>1 907,2</b>	<b>1 921,2</b>	<b>2 029,9</b>	<b>1 980,2</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-5,4%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>496,9</b>	<b>549,3</b>	<b>506,2</b>	<b>575,3</b>	<b>572,9</b>	<b>581,7</b>	<b>567,6</b>	<b>556,6</b>	<b>-2,0%</b>	<b>-3,3%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>16 077,4</b>	<b>15 975,5</b>	<b>16 206,2</b>	<b>16 844,6</b>	<b>16 781,0</b>	<b>16 815,4</b>	<b>17 176,0</b>	<b>17 041,2</b>	<b>-0,8%</b>	<b>1,2%</b>
<i>dont ECNIL</i>	735,7	739,7	743,7	770,8	787,9	787,9	739,9	740,9	0,1%	-3,9%
Créances douteuses brutes	684,2	1 056,2	1 125,4	1 178,4	1 188,7	1 170,6	1 160,3	1 119,5	-3,5%	-5,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	279,4	488,0	502,4	534,6	521,9	497,8	511,4	468,1	-8,5%	-12,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	173,6	262,0	310,0	349,2	334,9	316,8	304,3	279,1	-8,3%	-20,1%
<i>(dt) Ménages</i>	87,8	121,5	99,8	100,5	104,4	98,7	125,0	105,5	-15,6%	5,0%
<i>Provisions</i>	404,9	568,2	623,0	643,8	666,8	672,8	648,9	651,4	0,4%	1,2%
<b>Encours brut total</b>	<b>16 761,6</b>	<b>17 031,6</b>	<b>17 331,6</b>	<b>18 022,9</b>	<b>17 969,7</b>	<b>17 986,0</b>	<b>18 336,3</b>	<b>18 160,7</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,8%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,1%	6,2%	6,5%	6,5%	6,6%	6,5%	6,3%	6,2%	-0,2 pt	-0,4 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,2%	5,7%	6,0%	6,1%	6,3%	6,2%	6,0%	5,8%	-0,2 pt	-0,3 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	59,2%	53,8%	55,4%	54,6%	56,1%	57,5%	55,9%	58,2%	2,3 pt	3,6 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 261,3</b>	<b>2 347,0</b>	<b>2 199,1</b>	<b>2 360,0</b>	<b>2 178,1</b>	<b>2 235,7</b>	<b>2 490,7</b>	<b>2 370,1</b>	<b>-4,8%</b>	<b>0,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 081,8</b>	<b>1 207,4</b>	<b>1 257,4</b>	<b>1 311,3</b>	<b>1 196,2</b>	<b>1 256,9</b>	<b>1 447,1</b>	<b>1 324,8</b>	<b>-8,5%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 010,1</b>	<b>923,9</b>	<b>830,8</b>	<b>940,2</b>	<b>877,3</b>	<b>859,3</b>	<b>930,8</b>	<b>938,1</b>	<b>0,8%</b>	<b>-0,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,7	0,6	0,2	21,2	23,4	29,8	17,0	106,5	525,3%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	1 009,4	923,3	830,5	919,0	853,9	829,5	913,8	831,5	-9,0%	-9,5%
<i>dont comptes à terme</i>	378,5	372,9	353,2	394,4	402,0	397,4	455,2	471,1	3,5%	19,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	235,4	228,0	186,8	182,7	147,9	137,8	140,6	157,1	11,7%	-14,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	393,4	321,6	290,3	341,0	302,8	293,5	317,4	202,7	-36,1%	-40,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>169,5</b>	<b>215,7</b>	<b>111,0</b>	<b>108,5</b>	<b>104,5</b>	<b>119,6</b>	<b>112,8</b>	<b>107,3</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-1,1%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	31,5	32,6	30,6	23,8	22,1	33,8	25,5	22,7	-10,8%	-4,6%
<b>Ménages</b>	<b>7 031,9</b>	<b>7 342,0</b>	<b>7 719,5</b>	<b>7 990,7</b>	<b>8 069,8</b>	<b>8 174,1</b>	<b>8 241,6</b>	<b>8 240,3</b>	<b>0,0%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 567,2</b>	<b>1 687,2</b>	<b>1 817,5</b>	<b>1 861,6</b>	<b>1 924,8</b>	<b>1 960,6</b>	<b>1 937,9</b>	<b>1 886,0</b>	<b>-2,7%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 522,7</b>	<b>2 455,3</b>	<b>2 521,7</b>	<b>2 704,9</b>	<b>2 735,9</b>	<b>2 764,1</b>	<b>2 814,8</b>	<b>2 837,8</b>	<b>0,8%</b>	<b>4,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 143,1	2 189,0	2 291,1	2 459,8	2 501,7	2 537,1	2 611,7	2 654,4	1,6%	7,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	814,5	826,1	853,8	918,5	931,5	941,8	902,0	887,9	-1,6%	-3,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	683,7	723,5	806,0	910,6	935,9	960,3	1 027,5	1 070,6	4,2%	17,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	38,6	39,0	38,9	38,3	38,0	37,5	38,3	37,6	-2,0%	-2,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	118,2	114,5	106,9	100,6	100,4	101,0	100,6	94,7	-5,9%	-5,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	258,8	259,8	262,4	271,4	274,6	276,5	329,0	351,0	6,7%	29,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	229,2	226,1	223,2	220,5	221,3	220,0	214,3	212,6	-0,8%	-3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	379,6	266,3	230,5	245,0	234,1	227,0	203,1	183,4	-9,7%	-25,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	288,2	189,6	173,5	197,0	191,2	179,6	167,5	149,8	-10,6%	-24,0%
<i>dont bons de caisse</i>	13,8	12,8	12,4	10,2	10,3	9,5	9,1	8,9	-2,6%	-12,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	77,6	63,8	44,6	37,8	32,7	37,9	26,6	24,8	-6,7%	-34,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 941,9</b>	<b>3 199,5</b>	<b>3 380,2</b>	<b>3 424,2</b>	<b>3 409,1</b>	<b>3 449,4</b>	<b>3 488,9</b>	<b>3 516,5</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,7%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	756,1	756,9	763,3	759,9	754,7	749,5	763,1	763,5	0,0%	0,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	71,3	65,2	59,0	56,3	55,1	53,8	54,4	53,4	-1,8%	-5,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,5	8,2	7,9	7,6	9,2	8,7	9,2	8,9	-2,9%	17,8%
<i>dont actions</i>	108,3	143,1	149,7	115,9	110,9	112,9	114,8	114,2	-0,6%	-1,5%
<i>dont obligations</i>	145,2	178,4	193,3	217,9	208,5	224,1	225,4	223,1	-1,0%	2,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	140,8	149,2	128,1	109,4	103,2	104,6	104,9	102,0	-2,8%	-6,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 711,7	1 898,5	2 078,9	2 157,4	2 167,4	2 195,8	2 217,1	2 251,4	1,5%	4,4%
<b>Autres agents</b>	<b>756,7</b>	<b>760,0</b>	<b>838,0</b>	<b>813,7</b>	<b>822,2</b>	<b>843,4</b>	<b>766,9</b>	<b>841,0</b>	<b>9,7%</b>	<b>3,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>299,3</b>	<b>284,9</b>	<b>336,0</b>	<b>311,6</b>	<b>328,8</b>	<b>318,5</b>	<b>327,6</b>	<b>398,5</b>	<b>21,7%</b>	<b>27,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>252,6</b>	<b>241,3</b>	<b>261,4</b>	<b>272,0</b>	<b>275,3</b>	<b>297,2</b>	<b>291,5</b>	<b>310,1</b>	<b>6,4%</b>	<b>14,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	50,0	59,6	70,3	79,4	85,3	106,3	119,7	139,6	16,6%	75,9%
Placements indexés sur les taux de marché	202,6	181,8	191,1	192,7	189,9	190,9	171,8	170,5	-0,7%	-11,5%
<i>dont comptes à terme</i>	57,5	40,8	50,3	63,8	64,5	67,9	75,5	69,1	-8,4%	8,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>204,7</b>	<b>233,8</b>	<b>240,7</b>	<b>230,0</b>	<b>218,2</b>	<b>227,7</b>	<b>147,8</b>	<b>132,4</b>	<b>-10,4%</b>	<b>-42,4%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>10 049,9</b>	<b>10 449,1</b>	<b>10 756,6</b>	<b>11 164,4</b>	<b>11 070,1</b>	<b>11 253,2</b>	<b>11 499,3</b>	<b>11 451,5</b>	<b>-0,4%</b>	<b>2,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 948,3</b>	<b>3 179,6</b>	<b>3 410,9</b>	<b>3 484,5</b>	<b>3 449,8</b>	<b>3 535,9</b>	<b>3 712,6</b>	<b>3 609,3</b>	<b>-2,8%</b>	<b>3,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 785,4</b>	<b>3 620,5</b>	<b>3 613,8</b>	<b>3 917,1</b>	<b>3 888,5</b>	<b>3 920,6</b>	<b>4 037,1</b>	<b>4 086,0</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 193,8	2 249,1	2 361,7	2 560,5	2 610,5	2 673,2	2 748,5	2 900,6	5,5%	13,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	843,2	862,3	908,6	994,6	1 016,9	1 055,0	1 070,0	1 069,4	5,9%	7,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	690,2	731,9	821,1	934,6	958,5	982,4	1 055,4	1 134,0	7,5%	21,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	38,6	39,0	38,9	38,4	38,0	37,5	38,3	37,6	-2,0%	-2,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	118,2	114,5	106,9	100,7	100,4	101,0	100,6	94,7	-5,9%	-5,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	258,8	259,8	262,7	271,6	274,9	276,8	329,3	351,4	6,7%	29,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	229,2	226,1	223,5	221,0	221,8	220,5	214,8	213,2	-0,8%	-3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	1 591,6	1 371,4	1 252,1	1 356,7	1 278,0	1 247,4	1 288,7	1 185,4	-8,0%	-12,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	724,2	603,2	576,9	655,1	657,8	644,8	698,1	690,0	-1,2%	5,3%
<i>dont bons de caisse</i>	16,1	13,7	17,8	16,4	16,8	11,0	10,0	9,5	-5,5%	-42,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	393,4	321,6	290,3	341,0	302,8	293,5	317,4	202,7	-36,1%	-40,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	457,9	432,8	367,1	344,1	300,6	298,0	263,2	283,3	7,6%	-17,7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>3 316,1</b>	<b>3 649,0</b>	<b>3 731,9</b>	<b>3 762,7</b>	<b>3 731,8</b>	<b>3 796,6</b>	<b>3 749,5</b>	<b>3 756,1</b>	<b>0,2%</b>	<b>-0,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	756,1	756,9	765,0	761,9	756,6	751,4	765,0	765,3	0,0%	0,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	71,3	65,2	59,3	56,6	55,3	54,1	54,6	53,8	-1,6%	-4,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,5	8,2	7,9	7,6	9,2	8,7	9,2	8,9	-2,9%	17,8%
<i>dont actions</i>	119,3	162,9	168,1	132,4	126,0	125,9	128,0	128,1	0,1%	-3,3%
<i>dont obligations</i>	312,4	380,9	393,2	388,7	392,6	423,7	421,3	406,0	-3,6%	4,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	336,7	376,3	259,1	256,3	223,0	235,5	152,7	141,0	-7,7%	-45,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 711,7	1 898,5	2 079,2	2 159,2	2 169,1	2 197,5	2 218,8	2 253,2	1,5%	4,4%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : juin 2013